



Le Magazine du CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY



juillet 2021 - n°003

FIHAVANANA



BETROKA

8

Résolution de conflit
et consolidation du
Fihavanana

CFM

17

Décision d'amnistie

SHyN

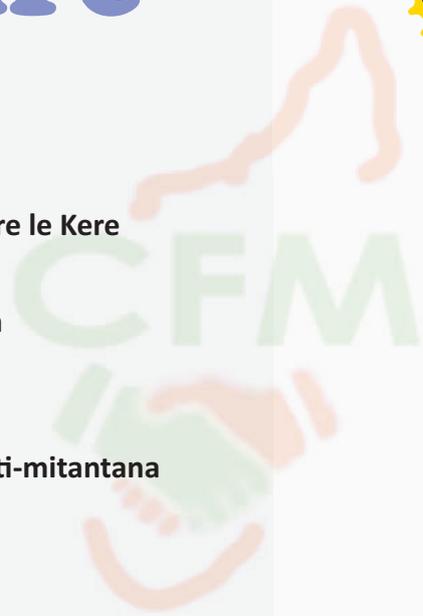
12

Musique, vecteur du
«Fihavanana»



sommaire

- 3 Editorial
- 4 Fanambarana
- 5 CFM – PAM – Ambassade de Japon, ensemble pour combattre le Kere
- 7 Décentralisation en Suisse, de la base à l'Etat central
- 8 Betroka, résolution de conflit et consolidation du fihavanana
- 10 Madagascar, les femmes et la réconciliation
- 12 Shyn, musique, vecteur du Fihavanana
- 13 Horonan-tsary Kianja Maitso, rafi-piarahamonina ifotony enti-mitantana
- 15 Soatoavina, l'intérêt profond d'un espace de concertation
- 17 Relations sociales, le fihavanana sélectif
- 18 Décision d'amnistie
- 19 Réconciliation dans le monde, le chemin vers la démocratie



Directeur de publication : **MAKA Alphonse**

Membres du Comité de Rédaction :

- RAZAKA Oliva**
- RAMAMIMAMPIONONA Gérard**
- RAMIDISON Avonelina**
- RAHAINGOSON Louise Odette**
- RANDRIAMAHEFA Suzy Marie Yasmine**
- RANDRIANASOLO Roger**
- ADJATY Binty Mohamed Aly**
- BAONORO Henri Victor**
- RAZAFIARISONY Corinne**

Site web : www.cfm.mg CFM MADAGASCAR

Conception et mise en page : Heriniaina A.



CORINNE RAZAFIARISONY
Responsable Cellule Communication du CFM



RAVIVER LA FIBRE NATIONALISTE

Madagascar revêt la forme la plus répandue d'Etat dans le monde, c'est-à-dire l'Etat unitaire dont tous les citoyens sont soumis au même et unique pouvoir. Mais dans une vaste Nation de 587 000 km² et de 25 000 000 d'habitants, on ne peut pas gouverner sans des divisions territoriales plus poussées, faisant des relais entre la population et le pouvoir central. La décentralisation constitue un outil de développement des collectivités locales, afin de prévoir l'égalité de chance à ces entités. Mais la notion de décentralisation a apparemment été accueillie avec scepticisme pour une partie de la population et cette initiative d'autonomisation des collectivités territoriales laisse un goût d'inachevé. Depuis la mise en œuvre de la décentralisation dans sa forme actuelle, les seules collectivités territoriales à part entière qui aient été mises en place sont les communes, avec les maires et les conseillers communaux comme élus locaux. Certaines compétences ont été transférées aux communes, sans que les ressources ne suivent. Le manque de la décentralisation financière a bloqué l'effectivité de la décentralisation. Revenant à ces Malagasy sceptiques, ils ne peuvent pas s'empêcher de voir en la décentralisation le début de scission, tout en faisant l'amalgame entre décentralisation, régionalisme et sécession. A noter que le régionalisme est une attitude visant à valoriser et à défendre les intérêts et l'identité de régions particulières ou d'un groupe de régions, qu'elles soient officielles ou bien traditionnelles, tandis que la sécession n'est que la volonté de se détacher d'une Nation et de mettre fin au « vouloir vivre ensemble ». La sécession est l'acte politique consistant, pour la population d'un territoire donné, à se séparer officiellement et volontairement du reste de l'État auquel elle appartenait.

Certes, la décentralisation exprime la bonne gouvernance locale, mais le « Fihavanana » constitue de balise ou de limite invisible afin d'éviter la décentralisation poussée à l'excès, menant vers la révolution, voire la sécession. Le Fihavanana pourrait endiguer une révolte latente de s'exploser. Le fihavanana raviverait la fibre nationaliste qui a tendance à s'éteindre petit à petit face à la dureté de la vie, à la mondialisation et à bien d'autres raisons qui poussent tout citoyen à ne penser qu'à son ego. Le Fihavanana entretient le « vouloir vivre ensemble » de tous les citoyens de la Grande Ile.

C'est justement l'une des raisons qui a amené le Conseil du Fampihavanana malagasy à recouvrer l'unité nationale, afin de parvenir au climat d'apaisement. Par ailleurs, la loi n°2016-037, dans son article premier prévoit que le « Fampihavanana Malagasy » englobe tout processus et mécanisme de réconciliation nationale selon le concept « vérité, pardon, amnistie et réconciliation nationale ». Le CFM, faisant de sa priorité « le rétablissement de l'harmonie, de la concorde, de la paix sociale entre auteurs et victimes de divers préjudices et crimes perpétrés, en vue de restaurer l'unité nationale et la réhabilitation tant morale que physique des personnes concernées », s'arroge la prérogative de gardien de la paix et de l'unité nationale et son champs d'action ne se limite pas dans la Capitale.

Ainsi, la mise en œuvre de la décentralisation assure progressivement la continuité. Parallèlement, le CFM continue de préserver la notion du « Fihavanana ». Tous les membres de cet organe constitutionnel sillonnent le pays, tout en évitant que chacun prêche pour sa paroisse et n'ont épargné aucune Province, ni Région, encore moins de District. Même les régions les plus reculées et peu accessibles sont au programme des membres du Conseil du Fampihavanana malagasy.

Les principaux axes du Rapport annuel 2020



MAKA ALPHONSE
Président du CFM

Durant l'année 2020 la lutte contre la COVID-19 et le Kere constituent les principaux chantiers du Conseil du Fampihavanana Malagasy. Au niveau national, ces deux événements couvrent, à cet effet, le Titre I dans son chapitre I de son rapport annuel durant sa dernière année d'activités.

Le « Conseil du Fampihavanana Malagasy » a apporté sa contribution, par des déclarations, appels et Recommandations et par des actions concrètes, en l'occurrence :

- Contre la Covid-19 : Un don de 6. 200. 000 ariary remis au Centre de Commandement Opérationnel Covid-19 Ivato.
- Contre le « Kere » : Un don de 6. 005. 000 ariary remis entre les mains du BNGRC.

Ces dons sont le fruit d'une collecte faite auprès des Membres et du Personnel du « Conseil du Fampihavanana Malagasy ».

Déclarations et appels à la solidarité :

1. Le 19 mai 2020 : Déclaration adressée aux compatriotes pour leur apporter réconfort et leur adresser remerciements et recommandations, dont voici la teneur... Sensibilisation des compatriotes Malagasy à faire cesser tout esprit de rancune et de vengeance et à manifester SOLIDARITE et FIHAVANANA dans cette lutte contre l'ENNEMI COMMUN. Démonstration d'une volonté infaillible pour ensemble réfléchir à un plan de redressement de la Nation, suite aux épreuves difficiles traversées par la Nation ».

2. Le 24 juillet 2020 : « Appel à la solidarité et au Fihavanana » :

Appel face au « KERE » dans le Sud. Le 30 octobre 2020 : « Appel à la solidarité nationale ». Face au KERE, terrible famine causée par la

sècheresse, que subissent nos compatriotes dans le Sud de Madagascar, il ne peut y avoir de « Fampihavanana » sans la solidarité. Le constat est accablant : de nombreuses personnes meurent, beaucoup ne se nourrissent plus que de mangues vertes et de fruits de tamarinier mélangés à du cendre de foyer pour servir de soupe, provoquant la dysenterie. De ce fait, le CFM lance un APPEL A LA SOLIDARITE NATIONALE, constituée de dons en numéraires ou en natures pour répondre à l'urgence.

Les Recommandations

Profondément inquiet des effets dévastateurs de la pandémie sur la Nation Malagasy, le « Conseil du Fampihavanana Malagasy » a tenu à apporter sa modeste contribution à travers des Recommandations. Ces RECOMMANDATIONS ont ainsi vu le jour. Adoptées en assemblée plénière, elles portent le numéro 3. Conformément à la loi, elles ont été transmises aux Institutions de l'Etat et il appartiendra à l'Exécutif d'y « donner réponse à chaque session parlementaire » (Article 31 de la loi n° 2016-037 du 02 février 2017 relative à la réconciliation nationale).

Tout au long de ce Rapport ressort le fait que la pandémie de la Covid-19 a impacté les missions et notamment les quatre Chantiers commencés en 2019 et qui devaient prendre de l'élan en cette année 2020. Un élan ralenti en cours de route mais non pas stoppé.

Ces Chantiers constituent les bases de la Refondation de la Nation, une des missions confiées au C.F.M et qui lui est si chère. En effet, à travers eux, le C.F.M voudrait refonder le socle de la Nation Malagasy qu'est le « FIHAVANANA », recréer la culture du dialogue, ainsi que celle de la tolérance et de la solidarité.

Ensemble pour combattre le Kere

Près de 2 millions de personnes ont besoin d'assistance, face au kere dû à la sécheresse qui a frappé la partie Sud de l'île, depuis janvier 2020. La pluviométrie cumulée entre octobre 2019 et juin 2020 se situait en moyenne à 19 % en dessous de la normale. La situation est plus que critique. Ce qui a conduit le CFM d'agir.

09 février 2021

Le Président du CFM, accompagné de SEM l'Ambassadeur du Japon a effectué une visite de travail dans les deux Régions de l'extrême sud, à savoir la Région Anosy (District de Fort-Dauphin et d'Amboasary-Sud) et celle de l'Androy (District d'Ambovombe-Androy).

La délégation a rencontré divers responsables du CCO-K (Centre de coordination opérationnel contre le Kere), sous la houlette du Général de Brigade Pikulas, la situation alimentaire et sécuritaire dans les deux Régions a été au centre de débat. Le CCO-K souffre de l'insuffisance de matériels. De son côté, l'Ambassadeur de Japon a promis de faire le maximum pour que son pays puisse venir en aide à la population du Sud,



Le Président du CFM et l'Ambassadeur du Japon dans le Sud

victime du kere. Alors que le numéro Un du CFM a apporté son soutien moral aux différents responsables, civils ou militaires, affectés à la lutte contre ce fléau.

La délégation a par la suite visité le site de Behabobo, dans la banlieue d'Amboasary pour constater de visu le mode de distribution de vivres pour les nécessiteux. Dans l'après-midi, la même délégation, accompagnée du représentant régional du PAM (Programme alimentaire mondial), Mr Théodore, a visité le magasin de stockage du PAM sis à Amboasary ainsi que certains villages dans le District d'Ambovombe-Androy. On a pu discuter de vive voix avec la population victime du kere, dans le village de Soatsifa et celui de Maroalopoty. Enfants rachitiques, femmes squelétiques..., bref, une situation chaotique, sans aucune intervention urgente. Outre l'insuffisance alimentaire, la pénurie d'eau a également aggravé la situation. Entre Amboasary et Ambovombe, les dunes de sable ont fait leurs ravages. Les accumulations dunaires,

poussées par le vent, se déplacent vers l'intérieur des terres et menacent les cultures, les forêts et mêmes les habitations. La délégation conduite par le CFM a été témoin de ces ravages dus au changement climatique.

10 février 2021

Visite du Centre de nutrition pour une centaine d'enfant en bas âge à Ifotaka. Plusieurs centaines d'habitants vulnérables de cette partie sud de l'île ont quotidiennement reçu des repas chauds dont du riz et des haricots. Occasion également pour nous discuter avec les autorités locales et les Raiamandreny. Ces derniers n'ont pas caché leur souci sur la dégradation de la situation, malgré les premières gouttes de pluies. Sans tarder, le patron du CCO-Kere a livré quelques denrées pour les enfants. D'importantes pluies ont enfin commencé à tomber, la population locale a demandé à la délégation des semences, afin d'assurer la prochaine saison, entre autres haricots, boutures de manioc, lianes de patate ...



Le kere touche l'ensemble de la population

COVID 19

Charité bien ordonné commence par soi-même



Le ministre de la Santé publique, le premier à se faire vacciner

Le Covid 19, plus grand fléau de ce siècle continue de faire ses ravages, bien que dans la Grande Ile les statistiques montrent une certaine baisse du nombre de décès. Toute la planète n'est pas sortie de l'auberge. Si le variant sud-africain présente un semblant d'accalmie, malgré le fait qu'il est loin d'être éradiqué, un autre variant pointe déjà son nez dans nombreux pays et Madagascar n'est pas épargné. L'OMS, organe planétaire qui se charge de la santé, ne trouve d'autres alternatives que le vaccin. Pour le cas de la Grande Ile, l'initiative COVAX nous a permis de se faire vacciner. Si l'arrivée de ce vaccin ramène de l'espoir pour les uns, cette opportunité ne fait que semer des doutes pour les autres.

Charité bien ordonnée commence par soi-même. Il faut penser à soi, avant d'épargner l'entourage, pour ensuite penser à toute la Nation ainsi que l'ensemble des mortels. La volonté de se faire vacciner se traduit par cette chaîne, que ce soit par astrazeneca ou autres, par le biais

de l'initiative Covax ou non... et ceci loin de tout contexte politique. Cependant, chacun est libre d'opter ou non pour cette option. « Se faire vacciner est un choix, ce n'est pas obligatoire », a fait savoir le représentant de l'OMS à Madagascar, le jour du lancement du vaccin dans le pays.

Malgré tout, il ne faut pas oublier qu'une autre menace se profile à l'horizon. Si le variant sud-africain n'est pas tout à fait éradiqué, le variant delta, plus contagieux et plus mortel que le variant sud-africain et le variant britannique, pointe déjà son nez sur une partie de la planète et Madagascar se trouve menacé. Il a été repéré non loin de la Grande Ile. La Réunion enregistre au moins 5 cas positifs. Des porteurs de virus ont également été découverts auprès chez nos voisins, les Seychellois. Ce variant indien circulent déjà dans 85 pays, selon l'OMS. Il s'agit de la 3ème vague de la pandémie qui frappe déjà plusieurs pays d'Afrique et de la région océan Indien qui s'accompagne de la présence du variant

Delta, apparu pour la première fois en Inde et continue de se propager de manière très rapide. D'après l'Organisation mondiale de la santé, le variant Delta est déjà officiellement présent dans 14 pays africains dont la République Démocratique du Congo et l'Ouganda où respectivement 77% et 97% des cas diagnostiqués sont liés à ce variant, sans oublier le cas de l'Afrique du Sud où une hausse importante de contaminations au coronavirus est constatée. Ce mois de juin, le pays de l'Arc-en-ciel a enregistré 15.036 nouvelles contaminations, un record pour l'année 2021. La menace demeure réelle, notamment en cette saison pendant laquelle la température baisse, propice à la propagation du virus.

Revenant au cas de Madagascar, à chacun son choix par rapport à la campagne de vaccination, néanmoins l'intérêt général devrait primer.

RAZAFIARISONY Corinne

Décentralisation en Suisse

De la base à l'Etat central



L'Ambassadeur Suisse reçu par le président du CFM dans son bureau

La décentralisation consiste en un transfert de pouvoirs de l'État vers des personnes morales de droit public distinctes de lui. Elles disposent d'une autonomie plus ou moins grande, selon le degré de décentralisation et d'un budget propre. Ces entités juridiques restent sous la surveillance de l'État, autorité de tutelle. La décentralisation est un système d'administration dans lequel le pouvoir de décision est exercé à la fois par l'État et par des personnes morales autonomes soumises au contrôle, au principe de légalité, des autorités étatiques. Autrement dit, la décentralisation consiste dans le transfert d'attributions de l'État à des collectivités ou institutions différentes de lui et bénéficiant, sous sa surveillance, d'une certaine autonomie de gestion. Tout repose surtout sur l'autonomie financière plus ou moins élargie.

Le modèle de la Confédération suisse est plutôt réussi et le partage du budget se fait de la base à l'Etat central. 30% du budget du pays est alloué au

fonctionnement des Communes, 40% pour les Régions, et 30% seulement pour l'Etat central. D'aucuns n'ignorent que la Suisse est un pays dont le respect de la paix durable constitue un atout majeur dans la vie de la Nation, et ce respect de la paix durable constitue le socle de son développement. C'est grâce à l'autonomie de ces personnes morales qui se chargent du développement de chaque Région que la Confédération suisse connaît jusqu'ici une véritable stabilité politique. Ainsi, cette paix durable pourrait se traduire en Fihavanana sur le territoire malgache, indissociable au développement de toute Nation.

La décentralisation et la bonne gouvernance au niveau local sont les vecteurs d'un développement proche des citoyens et adapté à leurs besoins. Dans ce pays, la décentralisation permet de mieux prendre en compte les préoccupations de la population. En règle générale, les représentants des institutions publiques locales connaissent mieux les besoins

de développement sur le terrain et sont plus facilement accessibles aux citoyens. Dans les espaces économiques de taille moyenne, il est plus facile d'avoir une vision d'ensemble des conditions économiques et sociales et d'agir à partir de celles-ci. Dans ce contexte, les projets de développement coopératif sont plus simples à organiser. Les citoyens sont plus susceptibles de s'impliquer dans la résolution des problèmes qui se posent dans leur environnement immédiat.

Faut-il rappeler que l'Ambassadeur de la Confédération Suisse à Madagascar, Chasper Sarotta, a été reçu par le Président du CFM, le 15 décembre 2020, dont la décentralisation en Suisse a été au centre de débat, un exemple que Madagascar devrait prendre en considération. Ce diplomate a également promis un appui technique à l'Etat malgache sur la question de renforcement de la décentralisation.

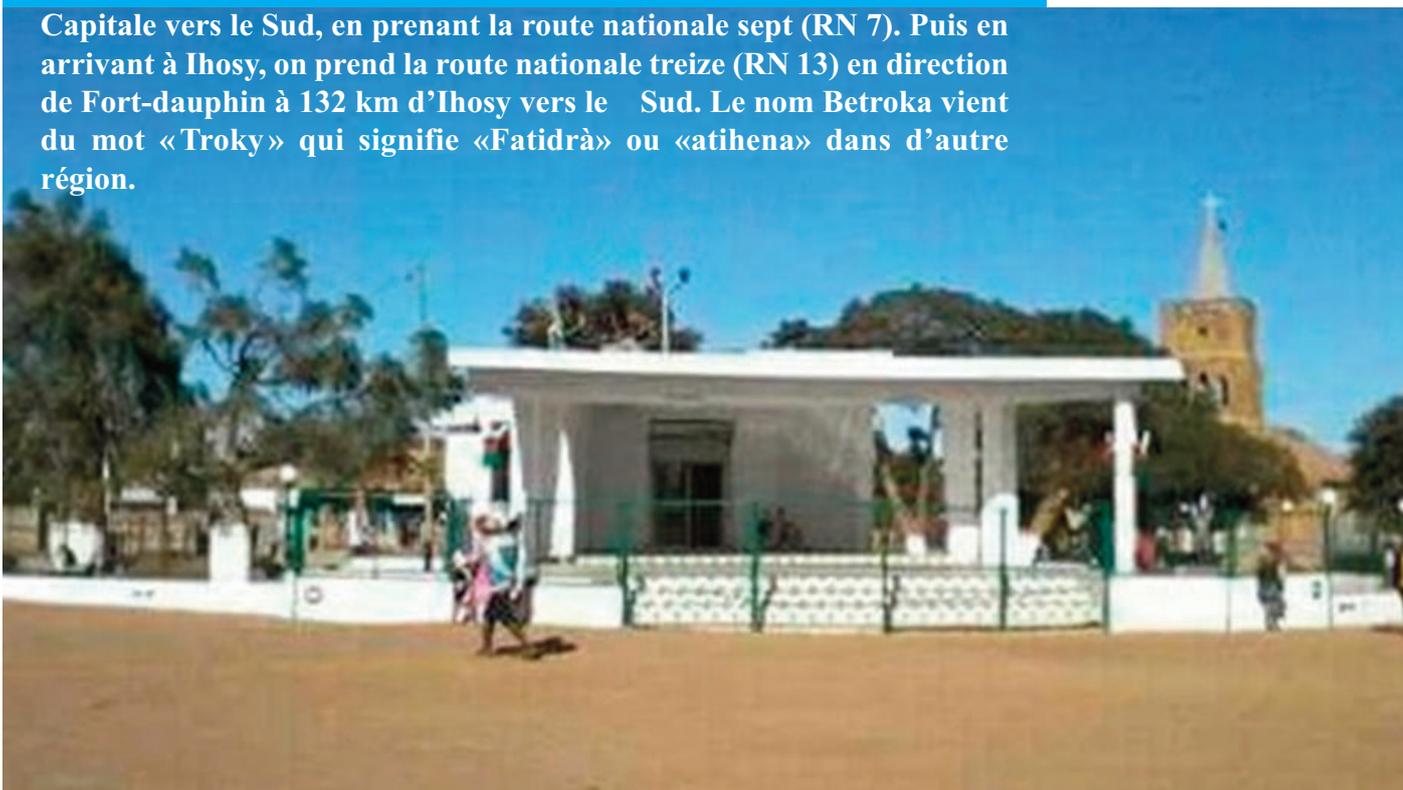
Par Corinne RAZAFIARISONY

Outils de résolution de conflit et de consolidation du fihavanana



Tovondahy Télésphore, chargé d'études auprès de la Direction d'appui à la réconciliation

Entouré par deux chefs-lieux de Région; Ihosy au Nord, Ambovombe – androy au Sud, Betroka se trouve dans le Moyen-Est de l'île. Ce District est à moins de mille kilomètres de la Capitale vers le Sud, en prenant la route nationale sept (RN 7). Puis en arrivant à Ihosy, on prend la route nationale treize (RN 13) en direction de Fort-dauphin à 132 km d'Ihosy vers le Sud. Le nom Betroka vient du mot «Troky» qui signifie «Fatidrà» ou «atihena» dans d'autre région.



Ces mots signifient un acte contracté par deux ou plusieurs personnes pour créer un lien du «Fihavanana». Il se fait par l'échange de sang entre eux en prêtant serment de ne pas trahir le lien d'amitié qui les lie à vie. A l'origine, une guerre entre contrées limitrophes éclate, des groupes de population existant à Betroka s'entre-tuent. La guerre vire en hécatombe génocidaire. Le roi Baroa constate que la seule issue à ce carnage est la réconciliation par un pacte contracté entre les groupes belligérants. Ainsi le roi organise un vaste Troky à l'Est de la ville. Devant les chefs de groupe oulonaky, les belligérants entretiennent un lien d'amitié éternel par le biais d'échange de leur propre sang, suivi d'un serment et que ce sang échangé s'abatte à celui qui trahit ce pacte. D'où Betroky, l'origine de mot Betroka. « Beaucoup = Be + Troky= Betroky ».

« LE SANGY »

Le Sangy est un rite initiatique de prestation de serment,

par lequel les personnes soupçonnées sont appelées à prêter serment sur le fait qui leur est reproché, dont elles nient. Pour justifier leur innocence, elles prêtent volontairement serment, devant les victimes en buvant le sang d'un zébu sacrifié en disant « Si je suis vraiment coupable des faits qui me sont reprochés, que le sang de ce zébu s'abatte sur moi et mes descendants et que je serai maudit à jamais ». Après cette prestation de serment, les « Lonaky » procèdent à la réconciliation du présumé coupable aux victimes. Toujours est-il que ces mésententes créent une rupture au sein de la société ou entre les deux parties belligérantes de la même fokontany, commune voire entre tierces personnes. Le serment du sangy se fait à la demande de la société ou de l'intéressé.

« TREBIKY TROKY »

Le trebiky troky est un rite initiatique de réconciliation entre deux ou plusieurs antagonistes de clans riverains

ou d'une même famille restreinte, se terminant par un **TITIKY** pour recoudre la confiance réciproque brisée par le conflit. À cet effet, on sacrifie un zébu, cérémonie suivie d'une prestation de serment des antagonistes qui promettent de ne plus commettre les mêmes erreurs et de se réconcilier avec son prochain avec qui il ou elle a eu des désaccords. Le tout sous l'impulsion des « Lonaky » qui orchestrent le serment, ce dernier prend la parole en disant « Les morts ne reviendront plus jamais, il faut réconcilier les vivants ». Le mot Trebiky signifie coudre, d'une manière générale trebikytroky veut dire coudre le troky (alliance ou lien d'amitié déjà conclu) déchiré par un conflit.

« Le TITIKY »

Le Titiky est un rite initiatique, par lequel une ou plusieurs personnes prêtent serment de ne pas ou ne plus commettre les actes qui leur sont interdits, voire qu'elle a déjà commis par le passé à l'origine des conflits. À cet effet, on sacrifie un zébu à l'aide d'une lance (Lefona) suivie d'une prestation de serment des antagonistes en léchant la tête pointue de la lance souillée de sang. Le TITIKY succède systématiquement au TREBIKY TROKY, pour reconforter la confiance mutuelle brisée par le conflit. Celui qui prête serment du Titiky dit : « Je jure de ne plus commettre les actes et les erreurs qui me sont interdits. Sinon, que le sang sacré de ce zébu s'abatte sur moi et mes descendants ». Parfois, le processus de réconciliation se termine par le « Fati -drà » entre les belligérants. « FATI-DRA », un lien de parenté créé entre deux personnes qui se promettent mutuellement de garder le Fihavanana en guise du sang sacré échangé. Ces serments ne peuvent pas avoir lieu à n'importe quel endroit. Le lieu de serment et de réconciliation est un élément crucial durant ce processus. Le Sangy, Trebikytroky et le Titiky ont lieu là où le « Hazomanga » est dressé. Le « Hazomanga » est choisi à l'amiable par les deux camps et le « Lonaky », initiateur du serment et de la réconciliation. Bien que, les Bara croient en Dieu et sa puissance,

les pratiques culturelles traditionnelles tiennent une place très importante pour la consolidation de la paix et de la solidarité au sein de la société.

KABARO

Les trois serrements, Sangy, Trebikytroky et le Titiky sont précédés de Kabaro, pilier de leur mise en œuvre. Le Kabaro est une audience populaire dirigée par les lonaky pour discuter, enquêter et juger un tiers inculpé. Celui ou ceux qui enfreignent les règles de la société sont traduits en justice dans sa forme traditionnelle (kabaro). Il constitue un outil de résolution de conflit ancestral pour quelque type et forme que ce soit. Au sein de la société bara en général et dans le District de Betroka en particulier, une fois un problème, un conflit voire une personne traduite au Kabaro, une résolution est toujours adoptée. Il faut souligner que le kabaron'adopte aucune sanction pénale, car la décision du kabaro se consacre uniquement par le paiement de quelques têtes de zébu, d'un sacrifice d'une seule tête de celui-ci et surtout la réinsertion à la société de l'inculpé, par le biais d'une réconciliation à travers les trois pratiques citées précédemment. A ne pas confondre kabaro et kabary sur les hautes terres centrales ; l'un est un tribunal ancestral et l'autre, un discours prononcé dans toutes les pratiques socioculturelles. Dans le Grand Sud, « kabary » signifie une denrée alimentaire « le poids du cap » qu'on surnomme également kabaro. Parfois, certains habitant de cette partie de l'île n'osent pas acheter le kabaro en tant que denrée alimentaire, en référence à l'autre signification du mot.

Le district de Betroka est riche en matière de pratique ancestrale. Les pratiques culturelles traditionnelles restent un avantage dans la mesure où elles servent à harmoniser la société. Les systèmes de mécanisme endogène demeurent le pilier de la réconciliation et de consolidation de la paix.





Les femmes et la réconciliation à Madagascar



RATSARATOETRA
Faramalala,
Directeur d'Appui
à la réconciliation

A l'approche du 8 mars, dédiée à la journée internationale des femmes, il est logique de se tourner vers le thème « femmes », un sujet qui nous tient à cœur, en tant que femme, épouse et mère de famille. Parler de la femme c'est honorer plus de la moitié de la population de Madagascar.

Sans conteste, les hommes tiennent une place de marque dans les instances étatiques, dans les postes décisionnels et dans les rouages de l'administration publique et privée. Toutefois, les femmes commencent à s'immerger dans ce monde. Certaines d'entre elles se trouvent en haut de l'échelle de l'administration, malgré leur nombre restreint. Leur éducation par l'école fait d'elles un acteur public à part entière et non plus un sujet cantonné dans la sphère du privé d'antan. Par ailleurs, considérées comme source de vie, les femmes s'intéressent plutôt à leur prochain, au principe du « mieux vivre ensemble » et à l'apaisement. Elles peuvent s'enorgueillir d'afficher leur compétence pour être au même niveau que les hommes sur le plan professionnel, socio-économique et politique. La gent masculine peut en être jalouse à cause de ce dynamisme au féminin. Le concept « fanaka malemy » ou « meubles fragiles » pour désigner les femmes n'est plus valable de nos jours. Ce dénigrement rabaisse la condition féminine malgache. La donne a beaucoup changé depuis les années 90 et notamment dans le courant du XXI^e siècle.

Les femmes et mères, la première école de la vie

En perpétuelle négociation pour la recherche du bien-être familial, la mère joue un rôle particulier et non négligeable au sein de la famille tant nucléaire qu'élargie. Elle s'implique de tout temps au processus de tractation pour la recherche de l'apaisement du ménage. Elle prend souvent des initiatives pour la construction et la reconstruction de la paix au sein du foyer, une force positive souvent ignorée. Elle n'arrête pas d'inculquer à ses enfants les différents héritages ancestraux qui ont rendu célèbre notre pays, dont l'importance du mot « Fihavanana ». Des relations cordiales entre les enfants, entre les parents et les enfants sont les premières leçons de vie auxquelles elle initie la famille toute entière. Il ne faut pas sous-estimer le fait que c'est à partir de la cellule familiale que le principe du « Fihavanana » est prôné et inculqué pour la première fois à un enfant pour qu'il puisse y

vivre dans la vie de tous les jours et même en dehors de la maison.

Le rôle alloué aux femmes malgaches depuis la nuit des temps permet à celles-ci d'inculquer à leurs enfants les vertus d'une cohabitation pacifique et d'harmonie sociale. Par ailleurs, elles transmettent les principes de la solidarité, de la considération des aînés, de l'entraide, du respect de l'Aina (la vie) et bien d'autres valeurs ancestrales à la nouvelle génération.

Les femmes, base de la cohésion et de l'harmonie au sein de la société

Pour le cas de Madagascar, la représentation des femmes dans les instances décisionnelles reste faible. Toutefois, elles tiennent une place de choix pour faire régner l'harmonie dans la société et dans l'administration locale de base.

A l'instar de la Commune Rurale d'Andriambilany, dans le District d'Ambatolampy, localisée dans la Région Vakinankaratra, elle s'est rendue célèbre grâce à l'initiative du maire au féminin. De nombreux documents ont été élaborés par ses partenaires et notamment par le Conseil du Fampihavanana Malagasy (CFM) pour promouvoir les lieux publics d'échange dénommé kianja où le Fihavanana est le lot quotidien des habitants. Que ce soit pour les travaux agricoles, le repiquage du riz, la sécurisation des habitants, la construction de maisons, le paiement des impôts ou bien d'autres travaux collectifs, le concept de Fihavanana est toujours mis en valeur, mode de pensée bien malgache coordonnée par une femme. Grâce à cet exemple concret de la Commune Rurale d'Andriambilany, dirigée par Yvette Marine Rakotomalala, les femmes participent activement à la construction de la paix, à la prévention des conflits et au règlement des différends via la structure Kianja maitso (Espace vert).

Le cas d'Andriambilany n'est pas unique. D'autres femmes parviennent aussi en haut du piédestal dans la direction de la collectivité territoriale décentralisée. Sahondramalala Esther Ratsimbazafy, mairesse de la Commune Urbaine de Fianarantsoa prône également



la valeur ancestrale malgache (Soatoavina malagasy). Sa collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux favorise la création d'emplois dans cette ville. Tel est le cas de la signature de partenariat entre le groupe MANAO et la Commune Urbaine de Fianarantsoa. Cette entreprise priorisera l'intégration des jeunes sortants de l'ENI ((Ecole Nationale d'Informatique) et de l'EMIT (Ecole de Management et d'Innovation Technologique) parmi ses collaborateurs. La collecte régulière des ordures, la démolition des constructions illicites, la réorganisation du marché d'Anjoma figurent parmi ses priorités. Ces deux personnalités féminines sont des exemples palpables du raffermissement des liens entre la population et les dirigeants locaux. Elles se rendent compte qu'il est important de consolider la paix à la base pour un réel développement.

La gent féminine du Conseil du Fampihavanana Malagasy : de la prévention des crises à la consolidation de la paix

Initié à partir de la Loi 2016-037, du 02 février 2017, le Conseil du Fampihavanana Malagasy a pour missions de conduire le processus de réconciliation nationale, d'instaurer une atmosphère politique sereine pour garantir la non-répétition des situations conflictuelles et de formuler des recommandations de nature à permettre la résolution pacifique de toutes les situations conflictuelles et de tout problème dont la gravité risque de constituer une atteinte à la cohésion nationale et communautaire.

Constitué de 33 membres issus des 22 régions, cet organe constitutionnel dispose de 3 commissions dont l'une est dirigée par une femme. Parmi les membres, 8 femmes font figure d'exception en matière de réconciliation à Madagascar. Issues des différentes localités de la grande Ile, elles restent dynamiques et actives dans leurs missions et attributions au quotidien pour la recherche des résolutions, pour la prévention des crises et pour la consolidation de la paix. Ces femmes membres du Conseil du Fampihavanana Malagasy participent à de nombreuses approches avec divers acteurs de la vie de la Nation, lors des visites officielles et sur le terrain, au niveau des Provinces

et dans différentes Régions de la Nation dans le cadre d'une marche d'écoute, de réponse aux questions et de consultations de la population et surtout pour recueillir leurs aspirations en vue d'effectuer des recommandations à soumettre par la suite à l'exécutif. Laissant de côté leur talon aiguille, leur statut social, culturel et professionnel, elles se rapprochent de la population, des partis politiques, des syndicats, des sociétés civiles et de toutes les forces vives de la Nation pour accueillir leurs réclamations et leurs vœux. Elles essayent d'éviter la répétition des crises qui gangrènent le pays. Il faut reconnaître que la réconciliation n'est plus seulement une question d'hommes. Les femmes à l'image de ces 8 membres du Conseil du Fampihavanana Malagasy peuvent apporter leur expérience en matière de réconciliation.

A part ces femmes membres du Conseil du Fampihavanana Malagasy, le personnel permanent sous l'égide du Secrétaire Exécutif est composé de plusieurs descendantes d'Eve, issues également des 22 Régions de Madagascar et de tout âge où le concept de la représentativité régionale est honoré.

Statistiquement, elles sont au nombre de 52 sur les 134 travailleurs du Conseil du Fampihavanana Malagasy, dont un directeur et 3 chefs de service. Elles ne lésinent pas sur leurs efforts pour être à la hauteur de la tâche et réaliser les obligations de cet organe constitutionnel.

Il est vrai que le rôle des femmes au sein du foyer, de la communauté, de l'association et de la Nation n'est pas de tout repos. Elles remuent ciel et terre pour nourrir leur famille, éduquer les enfants et pour assurer leur rôle de mère, d'épouse et d'actrice au niveau de la société et du pays. Une femme ne devrait être considérée comme une personne inférieure ni une subordonnée. Elle reste le complément de l'homme dans la vie de tous les jours. Les missions de la réconciliation ne leur sont pas étrangères. Quant à la réconciliation de la Nation malgache, les femmes membres du Conseil du Fampihavanana Malagasy travaillent d'arrache-pied à côté des 25 conseillers pour assurer leurs missions et attributions, et quels que soient les changements éventuels qui ne manqueraient pas de se produire à l'avenir.



Les 8 femmes, membres du Conseil du Fampihavanana Malagasy

(De gauche à droite, ZALIFA Bente Salim, RAZAFIMAHATRATRA Valisoa, RAZAFINDRAVOLA Jeanne Virginie, RASOAMANIRY, RAHAINGOSOA Louise Odette, RANDRIAMAHEFA née KHAN GALLISSAN, NADJATY Binty Mohamed Aly, SEHENOARIVELO)



PORTRETS

Shyn

Musique, vecteur du « Fihavanana »



Le souverain pontife voit au Fihavanana « l'âme » du peuple malgache et demande à tous les Malagasy de le préserver, chose qu'il a évoquée lors de son passage dans la Grande Ile. Shyn, de par son statut de star, fait partie de ces Malagasy qui continuent de garder ce lien social

De son vrai nom Be Jean Prosper, Shyn n'est plus à ses débuts. Ce dernier a derrière lui près de 20 ans de carrière et est sorti de l'anonymat en 2007, dix ans après (en 2017). Ce natif de Tamatave, avec son titre « Resim-pitia », a obtenu le prestigieux trophée « révélation de l'année » lors de « All Africa Music Award » (Afrima), organisé à Lagos Nigeria. « Au moment où je participe aux différents trophées internationaux, je ne peux pas m'empêcher de penser à mon pays. Toutes ces occasions ont enflammé en moi la fierté d'être malgache », a-t-il souligné quand il a accepté de nous accorder un entretien, avant de citer ses autres participations à l'international. « Ma carrière a réellement boosté depuis l'année 2018, date à partir de laquelle je me trouve nommé chaque année au niveau de l'Afrima. En 2019, j'ai également gagné l'Afrima Etats-Unis, sans parler des différents trophées que j'ai gagnés sur le plan local ».

Sa notoriété se développe par des clips relayés par les réseaux sociaux. Cet artiste de 40 ans comprend le rôle que peuvent jouer les réseaux sociaux dans la carrière musicale et a tout fait pour multiplier le nombre de ses « followers ». « Les réseaux sociaux constituent un baromètre de popularité les plus modernes dans le

monde du showbiz actuellement et donc incontournable pour tous les artistes », a-t-il expliqué. « Les réseaux sociaux nous ont permis de rester dans le pays, tout en améliorant notre notoriété sur le plan international ». Les tubes de Shyn ont marqué la vie de nombreux fans, de 7 à 77 ans. « Ma musique touche différentes générations. J'ose même dire que j'ai un fan de 2 ans et ce jusqu'au troisième âge. Du Nord au Sud, en passant par le haut plateau, mes tubes retentissent dans les chaumières et sur toutes les ondes de la radio. Mon secret réside peut-être en la qualité de mes productions, sans oublier de signaler mon talent », a fait savoir Shyn. « Sahiko ny milaza noho izany fa ny hira dia tena mam-pihavana (traduction libre : La musique constitue un réel vecteur du fihavanana). Particulièrement, ma musique est sur toutes les lèvres et a fait rassembler toutes les franges de la population ». L'esprit de partage en cette star lui a poussé d'apporter quelques conseils à l'endroit des autres artistes malgaches, « Certes, en cette année 2021 peu d'artistes malagasy peuvent franchir

le pas vers l'échelle planétaire, ou du moins au niveau du continent africain, mais ce n'est pas impossible. A l'heure de la mondialisation actuelle, il faut travailler dans les réseaux sociaux, notamment ceux qui ne sont pas gratuits. Les producteurs suivent notre carrière dans les réseaux sociaux et ont fait référence au nombre de nos followers. Les Malagasy sont bourrés de talent mais la place dans le monde du showbiz ne s'acquiert pas sans suivre les avancées de la technologie. Malgré tout, la carrière ne se développe pas sans la contribution d'autres entités, notamment le ministère en charge de la Culture ».

Par Corinne Razafiarisony





Horonan-tsary Kianja Maitso

Rafi-piarahamonina ifotony enti-mitantana



RANDRIANANTOANDRO RIVO HONORÉ
Lehiben'ny Kabinetra Filoha
lefitra CFM Antananarivo

Re matetika tamin'ny onjam-peo sy hita tamin'ny fahitalavitra sy ny gazety tato ho ato, indrindra tamin'ny taona 2020 lasa teo ny resaka « Kianja maitso » izay rafi-piarahamonina ifotony ao amin'ny Kaominina Ambanivohitra Andriambilany, Distrika Ambatolampy, Faritra Vakinankaratra. Raha ampatsiahivina, taorian'ny fidinana ifotony sy fihaonana narahina fanadihadiana tany an-toerana, niarahana tamin-dRamatoa Ben'ny Tànana, ireo Lehiben'ny Fokontany, ireo Tompon'andraikitra ny kianja sy ny vahoaka ifotony, izay notontosain'ny Mpikambana CFM eto amin'ny Faritany Antananarivo, notarihin'ny Filoha Lefitry ny CFM Antananarivo, RAMAMIMPIONONA Gérard Noel sy ny ekipa kabinetra.

ran'izy ireo fa ny fiainana izany dia mitarika ho amin'ny filaminana, fandriampahalemana, fahadiovana, fahavitan'ny taratasim-panjakana (sorampiankohonana, sorampahafatesana, sns) ao anatin'ny fotoana fohy, tsy fisian'ny ady tany sy ny halatra isan-karazany, tsy fisian'ny kolikoly, fanajana ny tontolo iainana, sns. Maro ireo Ben'ny Tànana sy tompon'andraiki-panjakana no resy lahatra ka vonona ny hampihatra avy hatrany ity rafi-piarahamonina ity ho andrin'ny fampandrosoana eny ifotony amin'ny lafim-piainana maro. Tsy nijanona tamin'ny fikarakarana ireo Atrikasa ireo anefa ny Mpikamban'ny CFM eto amin'ny Faritany Antananarivo fa namokatra horonantsary iray mitondra ny lohanteny hoe « Kianja Maitso, rafi-piarahamonina ifotony enti-mitantana, enti-mandamina, enti-mampandroso ». Horonan-tsary izay notontosaina tany an-toerana, natao tamin'ny toerana telo dia tao amin'ny Renivohitry ny Kaominina ; tao amin'ny Fokontany Ambodivona, Vohitra Mandrevo Est, Kianja Fanantenana ary tao amin'ny Fokontany Ankadilana, vohitra Ambatoharanana, Kianja Fifankatiavana. Mandray anjara mivantana ato anatin'ity horonantsary ity ireo vahoaka any ifotony mandrafitra ny Kianja. Asehon'izy ireo ny toerana sy ny lanjan'ity rafi-piarahamonina « kianja maitso » ity eo amin'ny lafi-piainana maro isankarazany. Isan'izany ny fifandraisan'ity rafi-piarahamonina ity amin'ny rafipitondrana, izany hoe ny Fokontany izay tsapany fa mifameno tokoa fa tsy mifanipaka. Rafi-piarahamonina



Ny kianja maitso
ao Andriambilany

Dingana maro no efa natrehana mba hamelomana indray ity soatoavina nahitana voka-tsoa maro tao an-toerana ity. Atrikasa lehibe efatra notarihin'ireo Mpikambana CFM eto amin'ny Faritany Antananarivo sy ny ekipa Kabinetra no notanterahina isaky ny renivohitry ny Faritra eto anivon'ny Faritany Antananarivo (Itasy, Bongolava, Vakinankaratra, Analamanga) izay nanasana ireo Ben'ny Tànana rehetra vao nandray ny toerany sy ireo tompon'andraiki-panjakana isantsokajiny, ny olobe sy ny raimandreny isam-paritra, ny

solon-tenam-pikambanana isantsokajiny ary teo ihany koa ny fiarahamonim-pirenena. Lohahevitra noraisina tamin'ireo atrikasa ireo ny « soatoavina enti-mitantana » izay nampatsiahivana ny soatoavina niainana fahiny ka mbola azo iainana ho fanoitra ho an'ny fampandrosoana ankehitriny. Nijoro sy nifampizara ny zava-misy iainany an'izany rafi-piaraha-monina « kianja maitso » izany ireo tompon'andraikitra isantsokajiny tao amin'ny Kaominina Andriambilany, izay notarihan'ny Ramatoa Ben'ny Tànana. Namba-



mampanjaka ny tenierana, ka ny fanapahan-kevitra mikasika ny fam-pandrosoana ifotony dia ifampierana amin'ny vahoaka eo an-kianja ka handraisana ny rehetra anjara na eo amin'ny fanapahana, na ny fanatan-terahana ary indrindra amin'ny fiko-jakojana. Tsy tompontrano mihono ny mponina ao Andriambilany fa mangarahara avokoa ny raharaha rehetra. Eo ohatra ny vola miditra eo anivon'ny Kaominina, indrindra indrindra ny fandaniana izany amin'ny famadihana azy ho tetikasa fampanandrosoana. Tsapa fa tena mandrisika ny vahoaka, ny isan-tokatrano sy ny isam-batanolona hanefa ny adidiny amin'ny fandoavan-ketra izany satria tsapany mivantana ny ampiasana izany eny ifotony, izany no antony maha ambony dia ambony ny taham-pampidiran-ketra ao an-toerana izay mihoatra ny 90%. Voalaza ato amin'ny horonantsary ihany koa fa tsy nahitana ady tany nandritra ny taona maro tao an-toerana noho ny fampiasana ity rafi-piarahamonina ity. Mandry fahalemana ny tana, mifanampy sy mifanohana ny mpiara-monina amin'ny

asa aman-draharaha isankarazany na eo amin'ny lafiny famokarana izany na eo amin'ny tao trano amin'ny alalan'ny valintana. Lafim-piainana maro tsy voatanisa no arindra sy alamin'ity rafi-piarahamonina ity izay voalaza amin'ny ampahany ao anaty horonan-tsary toy ny fifampit-sinjovana amin'ny fahasalamana, ny voi-kava-mahatratra, ny fifanotronana an-kasoavana na an-karatsiana, sns. Manampy betsaka ireo Ben'ny Tana amin'ny fakana hevitra itantanana ny fampanandrosoana isaky ny Kaominina ity vokatra ity izay ambara fa tsy lavorary akory fa nahaso sy nahatsara ny Kaominina Andriambilany ka naely ho soa ifampizarana. Ny mpandray anjara rehetra tamin'ireo Atrikasa voalaza tany aloha dia noezahana nizarana ity horontsary ity, ary mitady ny fomba rehetra izarana izany ny CFM Faritany Antananarivo ho an'izay rehetra liana, ho tombontsoan'ny besinimaro. Azon'ny rehetra atao ny manao fangatahana mba handray izany amin'ny mailaka cabinet.cfm. antananarivo@gmail.com na mana-

tona mivantana ny birao foibe CFM Ampefiloha, varavarana faha 206. Ireo Ben'ny Tana, fikambana, vondron'olona eto amin'ny Faritany Antananarivo na manerana ny nosy izay mila tohana ara-hevitra sy arapandaminana mahakasika ny fame-trahana ity rafi-piarahamonina ity dia afaka mifandray amin'ireo Mpikambana CFM mba hahafahana manao ny fandaminana. Maro ireo Ben'ny Tana no efa miroso amin'ny fananganana ity rafi-piarahamonina ity. Santionany amin'izany ny ao amin'ny Kaominina Mandrosoa, Distrika Andramasina izay efa nahatsangana kianja miiisa 28 ao anatin'ny Fokontany sivy mandrafitra ny Kaominina. Hisy fitokanana faobe izany kianja izany amin'ny alatsinain'ny Pentekoty 2021 ho avy izao, izay hanasany ny Filoha Lefitra CFM Antananarivo sy ny mpikambana CFM Antananarivo. Inoana fa samy manana ny mampiavaka azy sy ny maha izy azy ny toerana sy ny Kaominina tsirairay fa tari-dalana ihany ny rafi-piarahamonina « kianja » iainana ao Andriambilany.

L'intérêt profond d'un espace de concertation

Historiquement, les valeurs ancestrales malagasy (Soatoavina) dans son ensemble prônent et privilégient les échanges et la culture de dialogue dans tout aspect de la vie sociale, économique et même spirituelle.

Néanmoins, chaque ethnie, localité, régions, ou autres subdivisions sociogéographiques ont toutefois des spécificités propres (fombandrazana, fombantany) que des visiteurs ou migrants devraient absolument s'efforcer de connaître et de respecter au risque de créer de vives tensions sociales au détriment du mieux vivre ensemble.

Civisme et état de Droit en décadence, un vivre ensemble menacé...

Au final, la pandémie Covid 19 a encore une fois frappé fort et laissé des séquelles sur la vie au quotidien de nos concitoyens, pour ne parler que de l'insouciance vis-à-vis du respect des gestes barrière et de l'hygiène en général (gestion des ordures ménagères, saleté, non-respect des biens publics ...), une société en proie au laisser-aller..., au désordre et au désespoir.

La paupérisation de la majorité des citoyens, suite aux pertes d'emplois, à la cessation d'activités, à la cherté de la vie, ne fait qu'aggraver le manque de l'éducation citoyenne et la quasi-disparition du partage des valeurs (patrimoine) culturelles citées supra : respect des paroles des Raiamandreny (parents, aînés, autorités morales ou publiques...)

Le moindre effort de remise à l'ordre initié par les responsables ou autorités compétentes génèrent parfois des mécontentements qui frisent la désobéissance civile, à l'instar des vindictes populaires, malgré la présence certes relativement faible (le pays est trop vaste) des forces de l'ordre.

Alors, qui a tort et qui a raison et à qui la faute?

Une atmosphère politique délétère et incertaine

Les relations entre les tenants du pouvoir, majoritaires au sein des Institutions de la République et les opposants officiels, considérés minoritaires sont d'une rare intensité de tension et risquent de dégénérer en crises politiques aiguës...

Les deux camps persistent sur leurs positions extrêmes et le dialogue semble arriver au point mort. Les griefs de l'opposition tournent entre autres, autour du non-respect des dispositions constitutionnelles, de la mauvaise gouvernance de tous les secteurs, de l'absence manifeste de transparence dans la gestion des fonds publics et des marchés, de la recrudescence de la corruption, de la mauvaise gestion des processus électoraux, et la répression démesurée de tout acte ayant trait aux critiques sur les agissements des responsables étatiques (interdiction, emprisonnement). En face, le pouvoir, disposant des prérogatives des puissances publiques et d'un soutien puissant de la majorité des médias locaux et surtout de la TVM/RNM arguant l'application stricte de « l'Etat de droit » et entend faire valoir les lois en vigueur.

Les ZAVABITA sont exhibés, comme la construction des stades, création des unités industrielles, les routes et autres réalisations majeures.

Le danger plane au-dessus du pays, en plein chaos socioéconomique et sanitaire. Plus que jamais une entente nationale serait très attendue et la bienvenue... mais de quelle manière ?

L'avènement d'un espace de dialogue

En effet, la loi 2016-037 attribue au CFM cette lourde responsabilité qui consiste à prévenir les crises récurrentes par tous les moyens légaux à sa disposition, tels que la mise en place des espaces de concertation ou de dialogue.

Il est à noter que, presque chaque localité provinciale, régionale et même communale a bénéficié de la mise en place de ces espaces de dialogue (par les Conseillers CFM issus des régions et sous formes diverses, suivant spécificités locales) et qui sont désormais opérationnels pour des questions touchant de loin ou de près des problèmes à caractère social, sécuritaire, voire économique.

Malgré les moult interventions du Bureau Permanent et du Président du CFM sur la nécessité impérieuse d'un dialogue malgacho-malgache, la tâche s'avère très difficile du fait des positions de chaque partie... mais des efforts sont menés de concert avec d'autres acteurs avisés...

Un cadrage global reposant sur une charte de valeurs, concertés, inclusive et acceptée pour l'instauration des fondamentaux de la République de Madagascar

Une base commune minimum pour amorcer un dialogue... :

L'élaboration d'une charte de valeurs reposant sur le SOATOAVINA MALAGASY (valeurs ancestrales) et s'érigeant entre autres sur le respect des paroles données, le respect des Raiamandreny, le dépassement de soi, le Fihavanana malagasy et la valeur des échanges (culture de dialogue)

Le Droit de SAVOIR : le Fahamarinana (l'équité et la Justice), par opposition au Zanak'Ikalahafa, le respect des traditions (Fomba malagasy iombonana).

Et la mise en exergue des fondamentaux axés sur la Bonne gouvernance et le développement équilibré, la transparence et la guerre contre la CORRUPTION, l'Etat de Droit et les valeurs républicaines, la redevabilité.

Aucun dialogue ne pourrait se faire sans un cadre général associant le minimum de dénominateurs communs.

Le CFM serait appelé à progresser sur cette voie (Espace de dialogue) et ne jamais baisser les bras, malgré les difficultés de sa noble mission et ce en concertation avec des acteurs de notoriété morale et autres jugés utiles dans le processus.

L'esprit du fihavanana selectif



RAZAKA RALPHINE



Femmes CFM et Femmes handicapées, dans l'esprit du Fihavanana

Il serait déplacé pour une non-initiée comme je le suis dans la langue malgache, de prétendre fournir une définition complète et intégrale du mot Fihavanana. Je n'oserais pas non plus me verser dans un cours de langue qui n'est pas du tout ma spécialité. Cependant, dans mon vécu au quotidien, et à partir de mes expériences en tant que Malgache née dans le pays, je peux me livrer à un certain nombre d'observations et réflexions que je partagerais volontiers ici en quelques lignes.

« Havana » qui désigne un champ de relations plus ou moins vaste selon le contexte, le pays, la communauté, la culture, la société en considération. A titre d'exemple, si l'on se réfère au cadre européen, havana est assez limitatif car il comprend les parents, les enfants, les collatéraux des parents ainsi que les cousins cousines. Par contre en milieu africain en général, dont nous Malgaches, faisons partie, ce mot qui n'a d'ailleurs aucun équivalent en traduction dans n'importe quelle langue, désigne un groupe nettement plus élargi. Pour nous, à Madagascar, fihavanana possède une signification bien plus

complexe. Il désigne non seulement les individus qui sont compris dans les liens de parenté très élargis, mais il englobe aussi les types de relations entre ces personnes qui partagent les mêmes sentiments et les mêmes intérêts. Il comprend tous les territoires ainsi occupés et concernés.

Partant de ce principe, les relations et sentiments entre les « mpihavana » sont très diversifiés. Ils peuvent être d'amour, d'amitié, de solidarité, de protection, de nationalisme, de concurrence, de rivalité... Et contrairement à l'esprit initial du fihavanana, il se trouve que des groupes aux intérêts différents voire opposés se forment dans ce bloc. Des proverbes que nous connaissons tous illustrent cette contradiction pour n'en citer que trois : « Havako raha misy patsa »¹, « Ny manana tsy havan'ny ory »², « Ny omby mahia tsy lelafin'ny namany »³.

Discrimination.

Ainsi dans ce groupe existe des éléments différents dans leur mode de pensée, leur façon de vivre, ou même dans leurs aspects physiques. C'est là le point vital. Il existe dans la société des « personnes handicapées,

physiquement, mentalement, financièrement ». Le fihavanana s'applique-t-il aussi à ces individus ? Bénéficient-ils des mêmes regards et égards que tous les autres membres du fihavanana ? Le fihavanana s'applique-t-il uniquement à un groupe privilégié, c'est-à-dire sélectif ou peut-on parler de fihavanana large diffusion ?

Révision du fihavanana.

Il faut dire que le mode de pensée fondamental malgache a été beaucoup influencé par les différents arrivants dans notre pays, plus particulièrement les occidentaux. Il en résulte cette « détérioration des termes de relations sociales ». Un effort personnel est requis de la part de tout un chacun pour remédier à cette situation. Nous Malgaches qui avons été et sommes perméables aux différentes vagues de religions de différentes tendances, nous devrions nous accorder un temps de réflexion. Jusqu'à preuve du contraire, le mot commun que toutes les croyances qui nous sont dispensées, prônent c'est l'amour.

Décisions d'amnistie

Depuis sa mise en place en 2017, le CFM n'a pas chômé. Parmi ses réalisations, la liste de ceux qui ont bénéficié de l'amnistie. La décision a été prise au niveau de son assemblée générale, après l'avis juridique de la Commission spéciale indépendante pour l'amnistie au niveau de la Cour suprême.

- | | |
|--|--|
| 1- ANDRIAMANANA Fanomezantsoa
Mosesy | 24- SOLOFONANDRASANA Sissi Olivier |
| 2- RABEZANDRY Hantaniaina Narisoa | 25- BOTOMANOVATSARA |
| 3- Paul de La Croix BEKAMISY | 26- RAKOTOARISOA Joie Hans Nirina |
| 4- RASOLOFOMANANA Ramampanjaka
Jerry Emile Soloniaina | 27- JAOZANDRY René |
| 5- RAZAKASOA Andrianantenaina | 28- BEHAVANA Jean Baptiste |
| 6- TATA Robert | 29- CHAN SHING Jean de Dieu |
| 7- RAMILIARISON Charles | 30- RABETAFIKA Jean Claude |
| 8- RANDRIAMIHAMINA Jacques | 31- RALAMBOARISON Anatole Marie
Serge |
| 9- RATSIMBAZAFY Fidy | 32- SAMUEL |
| 10- CHARLES Désiré Raymond | 33- RATIANARIVO JUSTIN Alain Passi |
| 11- BARO Julien | 34- RAJOELIMANANA Andrianaivo Alain |
| 12- RAMARO Riva Alex Gabriel | 35- TSIMOAHA Nozet |
| 13- SAOLA Albert | 36- MODY Edmisy |
| 14- RABEMONINA Julien | 37- RAKOTO Julien |
| 15- RABEFIRAISANA Alfred Herbert | 38- VICTOR Michel, |
| 16- ANDRIAMBAHOAKA Rabetokotany
Jean Faustin | 39- RAKOTOVAHINY |
| 17- MAMPISANJY Michel | 40- RANAIVOMANANA |
| 18- RAMBOASALAMA Emilien | 41- RARIVO Gaston |
| 19- MIHIA Jean Marcel | 42- MAMELONA Philibert |
| 20- IANDRO FENOMANANA | 43- ROBERT Julien |
| 21- RATOVOARISOA Ando Nirina Harinaivo | 44- RAMANJARA Gaston |
| 22- ANDRIANJATOVO Lalaina | 45- BE Arsène |
| 23- RAJOMASON Andriambola Guy | |

Le chemin de la démocratie

De l'Afrique du Sud...

Mise en place en Afrique du sud en 1995, la Commission Vérité et réconciliation (CVR) a étalé au grand jour les violations des droits de l'homme les plus graves, commises entre le 1er mars 1960 et le 10 mai 1994, est indissociable au processus politique dans ce pays. CVR travaille sur la recherche de la vérité et a été considérée comme une démarche indispensable pour le processus de réconciliation, approche conceptuelle caractérisant le passage à la démocratie en Afrique du Sud. L'éclatante victoire de Nelson Mandela et de l'ANC aux élections d'avril 1994 a fait triompher la démocratie majoritaire.



Nelson Mandela participe activement à la mise en oeuvre de la démocratie...

CVR travaille également, à moyen et à long terme sur la refondation de la Nation. Les Sud-Africains sont invités à pardonner afin de parvenir à la réconciliation basée sur une nouvelle communauté multiculturelle. L'objectif est de remettre en place un ordre moral qui a été brisé et de construire un ordre politique juste. Au niveau de cette Commission, la promotion de l'idéologie des droits de l'homme et le pardon constituent légitimement un des socles du nouveau régime démocratique.

La tolérance des membres de l'ANC et la main tendue vers les piliers de l'ancien régime ont constitué la base de la transition démocratique. Nelson Mandela a, lui-même multiplié les gestes d'ouverture et d'élégance à l'égard de ses anciens ennemis. Il a, par exemple, invité à déjeuner le procureur du procès de Rivonia, celui qui a réclamé sa condamnation à mort trente ans plus tôt.

L'archevêque Desmond Tutu, opposant au régime d'apartheid, a prêché pour la compassion et le pardon. Tutu a sensibilisé les Noirs sud-africains sur l'idéologie ubuntu, visant à accueillir parmi la communauté ceux qui s'en sont écartés et les aide à faire preuve d'indulgence envers leurs anciens bourreaux et exploités. Les structures locales de l'ANC et les Églises ont relayé le message de pardon et de réconciliation. Des militants de l'ANC torturés pendant leur détention par la Security Branch, affirment avoir pardonné à leurs bourreaux.

Si moi je suis, c'est que tu es et que nous, nous sommes ; c'est ainsi que l'idéologie ubuntu se manifeste, une idéologie qui met en exergue l'interdépendance existentielle. A cet effet, l'Afrique du Sud traduit l'archétype de la réconciliation dans le monde, le chemin le plus court menant vers la démocratie.

... en passant par le Royaume-Uni...

Le 23 juin 2016, les Britanniques ont voté à 51,9% le Brexit, mais ils ont attendu environ 4 ans pour finalement vivre le nouveau monde sans la présence de l'Union européenne. La sortie effective était prévue pour le 29 mars 2019, mais elle est repoussée trois fois jusqu'au 31 janvier 2020, sans oublier de signaler le

chaos politique, tensions et faux espoirs pour les uns, lassitude et d'exaspération pour les autres, pour finalement accoucher d'un divorce avec l'Europe. Le peuple britannique est divisé en deux camps, les pro et anti-Brexit. A cet effet, le Brexit ne passe pas sans laisser de trace sur le vouloir vivre ensemble sur le territoire britannique en particulier et du Royaume-Uni en général.



... Le Premier ministre britannique Boris Johnson n'est pas en reste...

Côté Ecosse... le 28 mars 2017, le parlement écossais adopte une motion proposée par sa Première ministre visant à entamer les discussions avec le gouvernement britannique en vue d'organiser un nouveau référendum sur l'indépendance écossaise. En mai 2017, Londres a refusé à l'Écosse d'être à la table de négociation du Brexit. En janvier 2021, la Première ministre écossaise, se dit résolue pour l'Ecosse « à suivre une voie légale et constitutionnelle pour devenir un Etat indépendant ».

Côté Irlande

Cette Nation réclame son indépendance, suite à la crainte du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le 21 janvier 2017, Gerry Adams, président du Sinn Féin, déclara, « l'intention du gouvernement britannique de retirer de l'UE le Nord

[de l' Irlande], en dépit de la volonté pour l' Irlande de rester, est un acte « utile ». Cette crainte a notamment été un des points de la campagne pour les législatives nord-irlandaises du 2 mars 2017. Le 8 décembre 2020, une solution commune est actée entre Bruxelles et Londres sur la question irlandaise, consistant à instaurer une frontière douanière en mer d'Irlande, entre Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

Quoi qu'il en soit, au dernier Noël avant le Brexit, la souveraine de 93 ans a fait appel à la réconciliation, la base de son intervention. En revenant sur le 75e anniversaire du Débarquement, elle a ainsi cité en exemple celle dont avaient été capables Britanniques et Allemands après 1945. « On peut accomplir des choses positives quand les gens mettent de côté leurs différences passées et se rassemblent dans un esprit d'amitié et de réconciliation », a-t-elle assuré.

Ainsi, Londres a entamé les réconciliations après 4 ans de négociations et d'antagonisme de tout un peuple.

... jusqu'au pays de l'Oncle Sam...

Lors de la dernière présidentielle américaine, Joe Biden a gagné près de 80 millions de voix, contre le candidat malheureux, 75 millions. Et ce dernier ne cesse de réclamer sa victoire, une position qui n'est pas anodin et provoque une ambiance malsaine sur l'échiquier politico-social du pays de l'Oncle Sam. La rancœur laissée par campagne présidentielle ne s'efface pas d'un revers de la main. Les Etats-Unis bouillonnent d'idées nouvelles pour consolider une démocratie fragilisée par l'accroissement des inégalités. Jamais les Etats-Unis n'ont été aussi divisés que pendant cette élection présidentielle. Affrontements raciaux, violence des propos échangés sur les réseaux sociaux, discours politiques antagonistes ; le pays semble irréconciliable et la démocratie américaine n'a jamais paru aussi fragile. Les Etats-Unis doivent maintenant relever le



...Tout comme le Président des Etats-Unis Joe Biden...

défi de la réconciliation, sujet qui ne peut pas se détacher de la notion de démocratie et que Joe Biden n'a pas minimisé. Rassembler l'Amérique, c'était sa promesse durant sa campagne, il l'a réitéré lors de son premier discours de Président élu, axé sur l'unité nationale et le dépassement des clivages. « Le travail à présent et le travail des quatre prochaines années seront la restauration de la démocratie, de la décence, de l'honneur, du respect, de l'application de la loi. La démocratie est fragile et la préserver demande des personnes de bonne volonté, des leaders qui se dressent et se dévouent, non pour la quête du pouvoir ou la préservation de leurs propres intérêts, mais pour le bien commun et la réconciliation », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, tous les médias américains ont relayé ce thème de la réconciliation nationale sera le plus grand défi du mandat du 46e Président. Et dans un message adressé au nouveau Président des Etats-Unis, le Pape François prie pour que chacune de ses décisions soit guidée par le « respect sans faille des droits et de la dignité humaine, pour favoriser la compréhension, la réconciliation et la paix aux Etats-Unis ».

... sans oublier de signaler le « Fihavanana » à Madagascar

La Loi n°2016-037 relative à La Réconciliation Nationale constitue de base légale à la notion du « Fihavanana ». Ceci, afin de mettre fin aux crises cycliques qui ont miné le pays

depuis son indépendance. Elles sont devenues répétitives, rapprochées, davantage plus graves, complexes et imbriquées (1971, 1972, 1975, 1991-1992, 2002 et 2009) avec leurs événements subséquents.

Après chaque crise politique, le retour à la paix civile et la remise en œuvre de la démocratie s'annoncent difficile et nécessitent un processus laborieux. Et comme le cas en Afrique du Sud et sous d'autres cieux, un organe spécial s'en charge, le Conseil du Fampihavanana Malagasy (CFM). Par les citoyens prenant conscience de la nécessité d'un dialogue entre les Malagasy pour le retour à l'ordre constitutionnel indispensable à une paix durable, diverses initiatives ont vu le jour à savoir des rencontres ou assises régionales et nationales et des réunions au sommet des anciens Chefs d'Etat.

Le CFM s'engage à mettre en œuvre le Fihavanana, non seulement qui se présente comme un gage du non-retour des crises récurrentes, mais également pour guérir les blessures du passé, afin de parvenir au développement économique du pays.

C'est surtout dans la but de de redynamiser le processus et atteindre l'objectif de réconciliation de toutes les composantes majeures de la Nation dans un délai raisonnable, de manière à ce que la population, dans un « vouloir vivre ensemble », puisse se pardonner et se tourner vers son futur pour le développement harmonieux et équilibré du pays, que le CFM est né.

Corinne Razafiarisony

La grande famille du CFM... ensemble pour le reboisement !

